

TRAVAUX DIRIGES DE MICROECONOMIE N°1

1 Enoncé des exercices

Exercice 1

En 2011, l'INSEE a réalisé une étude pour déterminer l'effet d'une augmentation des prix des carburants sur la consommation des ménages. Le résumé des résultats de l'étude réalisée par Lucie Calvet et François Marical et disponible sur le site de l'[INSEE](#) est le suivant :

Cette étude se propose d'analyser la relation entre le prix du carburant et la dépense des ménages en carburant à partir de l'enquête Budget des Familles de l'Insee.

À court terme, une estimation à partir des données individuelles d'enquête en coupe conduit à estimer l'élasticité-prix du carburant entre -0,25 et -0,35, avec de forts écarts selon le niveau de vie. Les ménages les plus aisés réagissent moins au prix du carburant que les ménages modestes.

Pour estimer les élasticité-prix de long terme, il a été nécessaire de construire des pseudo-panels d'enquêtes de 1985 à 2006. Ces élasticités sont ainsi comprises entre -0,6 et -0,7. Celle des ménages les plus modestes se situe entre -0,7 et -0,8. Elle est légèrement supérieure à celle des ménages les plus aisés (entre -0,6 et -0,7), dont la demande au prix du carburant est plus inélastique. Enfin, celle des ménages ruraux est inférieure à celle des ménages urbains (de -0,7 à -0,8 pour les premiers et de -0,8 à -0,9 pour les seconds).

Ainsi, les ménages ne peuvent pas tous ajuster significativement leur consommation au gré des évolutions des prix à court terme. En revanche, à long terme et sous réserve que les évolutions de consommation consécutives aux évolutions de prix observées sur le passé soient reproductibles, les capacités d'adaptation sont fortes et ceci, pour toutes les sous-populations considérées.

1. Quel est le concept utilisé par ces deux économistes pour mesurer l'effet d'une hausse des prix du carburant sur la consommation des ménages ? Rappelez sa définition.
2. Proposez des explications aux résultats obtenus dans cette étude.

Exercice 2

En 2012, Marie-Emmanuelle Faure, Hélène Soual et Clovis Kerdrain ont réalisé une étude sur la consommation des ménages français pendant la crise ([lien vers l'étude](#)). A la page 8 figure le tableau suivant :

Élasticité-revenu Élasticité-prix	≈ 0	Faible ($< 0,5$)	≈ 1 mais < 1	Forte (> 1)
≈ 0 ou Faible ($< 0,5$)	Textile-cuir	Produits alimentaires, Énergie, Services aux ménages	Transport	Matériels de transport, Services financiers
Importante ($> 0,5$ et < 1)		Autres produits industriels		Biens d'équipement, Information-Communication
Forte (> 1)			Commerce	Hébergement-Restauration

Table 1: Élasticité revenu et élasticité prix par produit

1. Définir les concepts utilisés par l'INSEE dans le tableau 1.
2. Expliquer la place des différents produits dans le tableau 1.

Exercice 3 : Marché du travail et immigration

L'objectif de cet exercice est de modéliser l'effet de l'immigration sur le marché de l'emploi selon la théorie classique, et d'apporter une critique au modèle proposé.

Partie 1

Avant de répondre aux questions ci-dessous, vous devez lire les deux premiers paragraphes de la section “1) *Que dit la théorie économique ?*” de l'article de Martin Aota paru dans le journal *Alternatives économiques* le 1^{er} juin 2017 et disponible en annexe (section 2).

Nous étudions le marché du travail dans une économie initialement en autarcie.

La fonction de demande de travail dans cette économie est donnée par :

$$L^D(w) = \frac{200}{w} - 2, \quad (1)$$

avec L^D la demande de travail émanant des entreprises (en millions d'individus) et w le salaire horaire réel.

Dans cette même économie, la fonction d'offre de travail est donnée par :

$$L^{O_1}(w) = 29.25 - \frac{100}{w}, \quad (2)$$

avec L^{O_1} l'offre de travail émanant des salariés (en millions d'individus).

Les fonctions L^D et L^{O_1} sont représentées sur le graphique en annexe 2, avec L en abscisse et w en ordonnées.

1. Expliquer (en une phrase) pourquoi la demande de travail (respectivement l'offre) est décroissante (respectivement croissante) avec le salaire réel.
2. Supposons qu'il n'y ait pas de rigidité sur le marché du travail. Déterminer l'équilibre (salaire réel et nombre d'emplois) sur ce marché.
3. Si le gouvernement avait fixé un salaire minimum horaire $w = 10$, quelle(s) conséquence(s) aurait cette mesure sur le marché du travail ? Justifiez précisément votre réponse par le calcul et graphiquement.

Partie 2

L'économie s'ouvre au reste du monde. Le salaire proposé dans notre économie étant supérieur à celui proposé dans les pays voisins, l'immigration augmente. La fonction d'offre de travail dans notre économie devient :

$$L^{O_2}(w) = 30 - \frac{100}{w}$$

4. Expliquer en une phrase pourquoi la courbe d'offre de travail se déplace vers la droite.
5. Quelle(s) conséquence(s) a au final cette augmentation de l'immigration
 - lorsqu'il n'y a aucune rigidité sur le marché du travail ?
 - lorsque les entreprises doivent respecter un salaire minimum horaire $w = 10$? Justifiez précisément votre réponse par le calcul et graphiquement.

Retrouve-t-on les résultats théoriques évoqués dans l'article ?

Partie 3

Lisez à présent le reste de l'article de Matin Anot.

6. Les résultats théoriques sont-ils validés par les observations empiriques ?
7. Que proposez-vous pour améliorer le modèle proposé ?

Exercice 4 : Le marché des masques

A partir d'un [tracker](#) de prix disponible sur internet, nous avons relevé le prix des masques depuis fin mars 2020 jusqu'à la date d'aujourd'hui (graphique [1](#)). On peut ainsi remarquer que :

- le prix est fortement instable jusqu'en mai, avant de décroître et de converger vers le prix de 6 dollars les 50 masques.
- jusqu'en mai, le prix semble osciller de façon régulière autour d'une valeur de 25 dollars les 50 masques, en alternant plusieurs phases au-dessus puis au-dessous de ce prix.

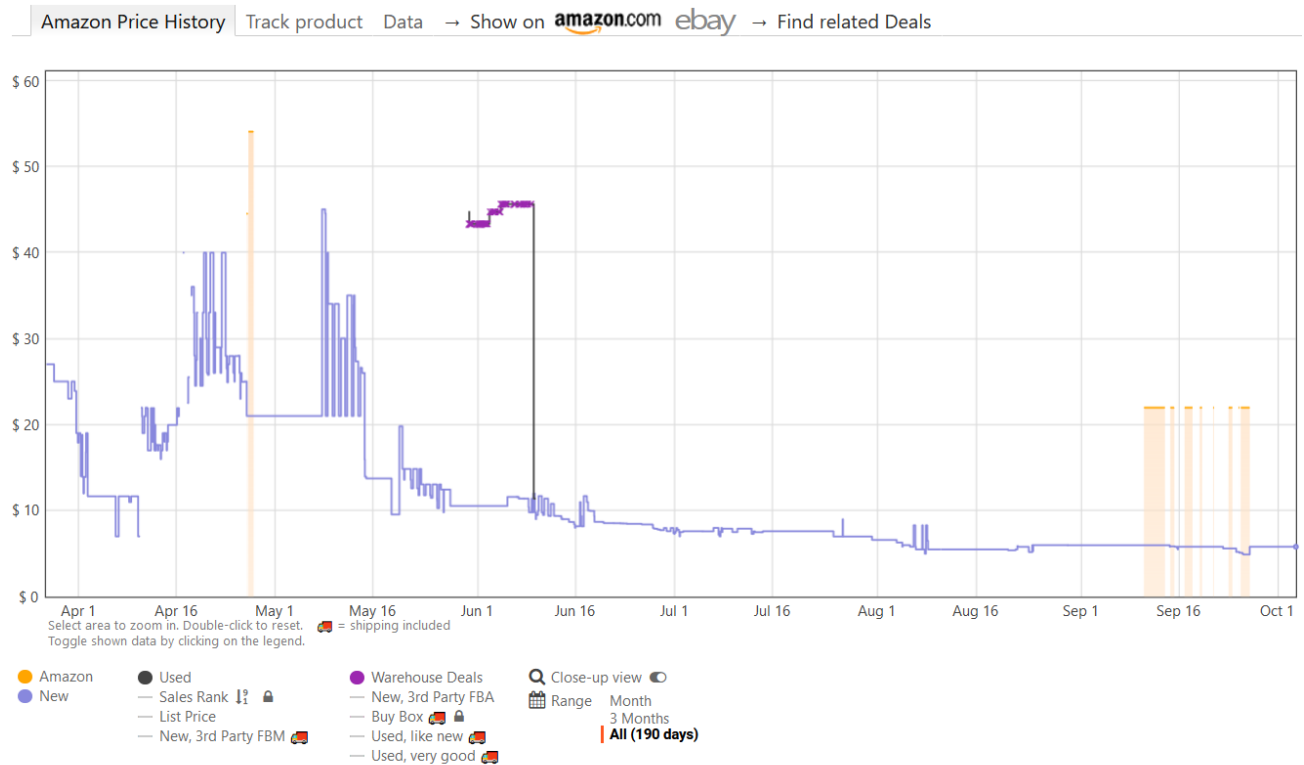


Figure 1: Evolution du prix des masques (boîte de 50)

L'objectif de cet exercice est de modéliser le prix des masques depuis la crise du Covid-19 en février 2020. Vous devez répondre aux questions en vous appuyant également sur l'article de Cédric Mathiot paru dans *Libération* en septembre 2020 et disponible en annexe (section 3).

Partie 1 : un modèle statique

1. Au début du confinement, les fabricants de masques étaient dans l'incapacité de produire davantage lorsque le prix de marché augmentait, à cause de capacités de production limitées. Quelle était selon vous la forme de la courbe d'offre à très court terme ? Vers quelle valeur tendait l'élasticité-prix de l'offre ?
2. Toujours au début du confinement, la demande de masques était-elle très sensible au prix selon vous ? Vers quelle valeur tendait l'élasticité-prix de la demande ?
3. Proposer un graphique afin de montrer l'effet sur les quantités et les prix d'une augmentation brusque de la demande de masques comme nous avons pu en connaître pendant le confinement.
4. Indiquer si les éléments ci-dessous (relevés pour certains dans l'article) influencent la courbe d'offre ou de demande de masques, et les éventuels déplacements de ces courbes :
 - le gouvernement décide du port généralisé du masque dans l'espace public.
 - de nouvelles entreprises françaises se lancent dans la production de masques.
 - les entreprises mettent leurs salariés en télétravail.
 - un vaccin efficace contre le coronavirus est mis sur le marché.

- les salariés sont moins vigilants sur les consignes sanitaires.
- l'Etat lance une grande commande publique de masques.
- les normes sur les masques (environnementales, qualité...) sont plus strictes.

A l'issue de cette première partie, nous avons trouvé des explications permettant de comprendre les variations du prix des masques. Cependant nous n'arrivons pas encore à expliquer le caractère oscillatoire du prix jusqu'au mois de mai. Une des explications possibles est que les ajustements des prix et des quantités sur le marché ne sont pas instantanés. Nous proposons d'améliorer notre modèle en le rendant dynamique, ce qui est l'objet de la section suivante.

Partie 2 : Un modèle dynamique

On suppose que la fonction de demande en masques à la période t est donnée par :

$$\begin{cases} q_t^d &= a - bp_t \text{ si } 0 \leq p_t \leq \frac{a}{b} \\ &= 0 \text{ sinon,} \end{cases}$$

et que la fonction d'offre de masques est donnée par :

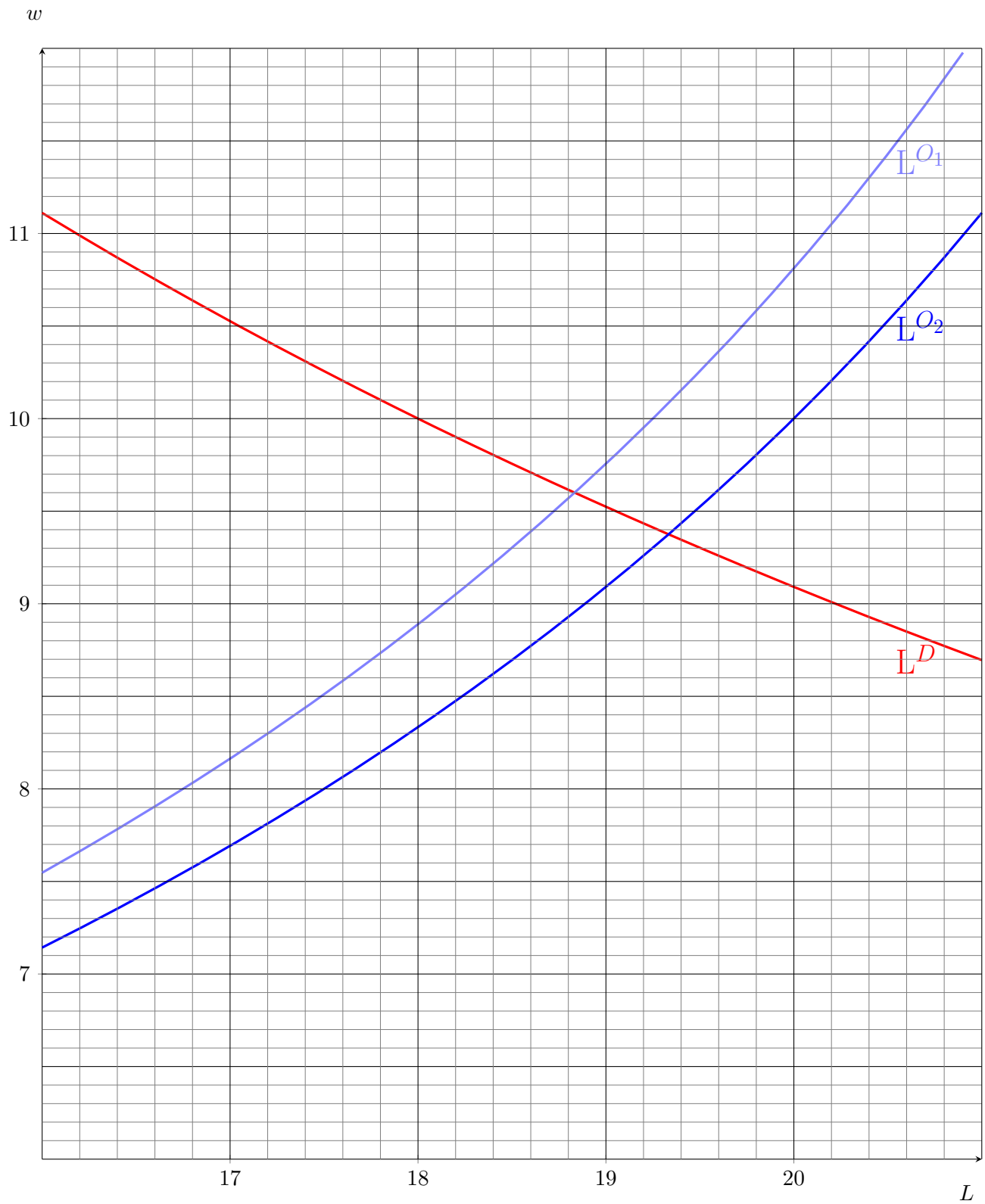
$$q_t^s = c + dp_t^a$$

Avec p_t^a le prix anticipé par les producteurs de masque à la date t , et a, b, c et d quatre constantes positives avec $a > c$. On suppose que les producteurs anticipent que le prix à la période t sera le prix de la période précédente, c'est-à-dire $p_t^a = p_{t-1}$. On fait également l'hypothèse qu'à chaque période, l'offre et la demande de masques sont égales, c'est-à-dire $q_t = q_t^s = q_t^d$.

1. Représenter sur un même graphique les fonctions d'offre et de demande de masques, avec la quantité en abscisses et le prix en ordonnées, et avec la contrainte $b > d$.
2. Repérer graphiquement le prix et la quantité d'équilibre.
3. Choisir un prix p_0 inférieur au prix d'équilibre.
 - (a) Quelle quantité les producteurs vont-ils accepter de produire à ce prix là ? Placer q_1 .
 - (b) Si les producteurs ont décidé de mettre sur le marché q_1 , à quel prix p_1 les consommateurs sont-ils prêts à les acheter ? Placer p_1 .
 - (c) Au prix p_1 , quelle quantité q_2 les fabricants de masque vont-ils offrir ? Placer q_2 .
 - (d) Si les producteurs ont décidé de mettre sur le marché q_2 , à quel prix p_2 les consommateurs sont-ils prêts à les acheter ? Placer p_2 .
 - (e) Ainsi de suite pour $q_3, p_3, q_4, p_4 \dots$
4. Sur un autre graphique, représenter l'évolution du prix des masques en fonction du temps. Que remarquez-vous ?
5. En égalisant offre et demande, déterminer une expression du prix p_t en fonction du prix p_{t-1} .
6. Déterminer p_t en fonction de p_0, t et des différentes constantes du modèle.
7. Expliquer mathématiquement le phénomène observé à la question 4 (on rappelle que $b > d$).

8. Quelle est la valeur de l'élasticité-prix de la demande au point d'équilibre ? De l'élasticité-prix de l'offre au point d'équilibre ?
9. Au regard des résultats de la question précédente, ainsi que de ceux des questions 6 et 7, donner les conditions pour que le prix converge, diverge, ou alterne sur les mêmes valeurs.
10. Conclure.

2 Annexes Exercice 3



L'immigration nuit-elle à l'emploi ?

Martin Anot, Alternatives économiques

Avec le chômage, une partie de la population des pays développés se montre hostile à l'immigration, craignant que celle-ci dégrade davantage encore le marché du travail. Des craintes qui ne sont pas forcément justifiées.

1. Que dit la théorie économique ?

Nous avons spontanément une représentation statique du marché du travail : l'offre d'emploi étant supposée fixe, un travailleur ne pourrait obtenir un emploi qu'en se substituant à un autre. Dès lors, dans un contexte de chômage de masse, on en vient facilement à penser que si les immigrés obtiennent un emploi, cela ne peut se faire qu'au détriment des natifs.

La réalité est plus complexe. Tout d'abord, le marché du travail ne reste pas figé face à l'arrivée d'immigrés. L'immigration accroît certes l'offre de travail, ce qui tend à pousser le "prix" du travail (le salaire) à la baisse. En effet, la concurrence entre les travailleurs pour obtenir ou garder un emploi s'accroît, si bien qu'ils sont plus enclins à accepter une rémunération moindre. De leur côté, les entreprises peuvent augmenter leur demande de travail, c'est-à-dire embaucher, si le coût du travail diminue. Mais si le marché du travail est rigide, c'est-à-dire si le salaire ne peut baisser, par exemple en raison de l'action syndicale ou de l'existence d'un salaire minimum, alors l'ajustement risque de se faire, non pas par les prix, mais par les quantités. Dans ce cas, le chômage augmente : des immigrés ne trouvent pas d'emploi et des natifs perdent le leur. Autrement dit, l'impact de l'immigration dépendrait étroitement du cadre institutionnel. En l'occurrence, comme beaucoup jugent le marché du travail plus rigide dans les pays européens qu'aux Etats-Unis, l'immigration pourrait avant tout accroître le chômage dans les premiers et déprimer les salaires dans le second.

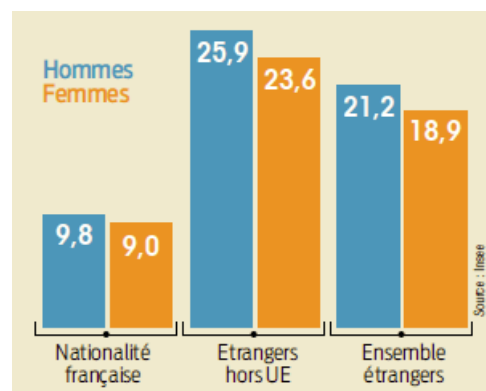


Figure 2: Taux de chômage en 2015 en France selon l'origine et le sexe, en %

Mais ce raisonnement reste simpliste. En effet, les travailleurs immigrés n'ayant pas les mêmes qualifications que les natifs, ils ne leur sont pas parfaitement "substituables". L'une des deux catégories risque donc d'être plus exposée au chômage que l'autre. Ce sera certainement celle des immigrés, ces derniers maîtrisant moins bien la langue nationale et possédant moins de capital social (un carnet d'adresses moins fourni) que les autochtones. De fait, le taux de chômage des immigrés est deux fois plus élevé en France que celui des natifs (voir graphique).

Ils sont aussi particulièrement exposés aux discriminations : les employeurs peuvent être réticents à les embaucher parce qu'ils les pensent, en moyenne, moins compétents que les natifs. En les excluant ainsi de l'emploi, ils les empêchent effectivement de gagner des compétences en travaillant.

Ensuite, les différences de qualification font également que l'immigration a des effets redistributifs parmi les natifs. Si les immigrés peuvent entrer en concurrence avec les autochtones ayant les mêmes niveaux de qualification, leur arrivée améliore la situation des natifs qui présentent des qualifications différentes. En effet, ces derniers peuvent en profiter pour déléguer les tâches pour lesquelles ils sont les moins productifs et se spécialiser dans celles pour lesquelles ils s'avèrent les plus productifs. Comme ils gagnent en efficacité, leurs salaires augmentent. Par conséquent, si les immigrés sont relativement peu qualifiés, leur présence est susceptible d'accroître le chômage des peu qualifiés ou de réduire leurs salaires, et ainsi de creuser les inégalités salariales.

Des effets bénéfiques

En revanche, la présence d'immigrés atténue certains contrecoups de la mondialisation et du progrès technique : si les entreprises disposent localement d'une main-d'oeuvre bon marché, elles sont moins incitées à délocaliser ou à automatiser leur production. Ensuite, il existe toujours un stock d'emplois vacants, notamment des emplois dont se détournent les natifs (agents d'entretien, aides à domicile, éboueurs, etc.). De plus, les immigrés peuvent innover, devenir entrepreneurs, donc créer eux-mêmes des emplois. Surtout, les immigrés et leurs familles vont nécessairement consommer. Leur arrivée contribue donc à accroître la demande adressée aux entreprises et les incite à embaucher.

Cet effet sera renforcé si les entreprises doivent augmenter leurs capacités de production pour répondre à ce surcroît de demande. Comme ces investissements accroissent les débouchés des firmes qui produisent des biens d'équipement, ces dernières sont également incitées à embaucher. Dans tous les cas, la demande de travail augmente, ce qui pousse les salaires à la hausse.

D'un point de vue théorique, l'effet global de l'immigration sur l'emploi et les salaires reste donc incertain.

2. Données empiriques : des résultats contrastés

Pour trancher la question, des chercheurs se sont tournés vers les données empiriques. Mais, là encore, l'écheveau des corrélations n'est pas facile à démêler. Si l'on constate, par exemple, que les salaires et l'emploi s'améliorent dans les zones où les immigrés s'installent, ce n'est peut-être pas parce que l'immigration y améliore les salaires et l'emploi, mais simplement parce que le dynamisme même de l'emploi y attire les immigrés.

Pour surmonter ce biais, certains se sont alors appuyés sur les "expériences naturelles" constituées par les vagues massives et imprévues d'immigration. En 1980, le régime castriste a, par exemple, expulsé 125 000 Cubains, en les faisant embarquer au port de Mariel pour la Floride. La population active de la ville de Miami a alors bondi de 7 %. Dans une célèbre étude, David Card¹ n'a constaté aucun impact de cet exil sur le salaire moyen ou le taux de chômage des travailleurs peu qualifiés de Miami. De nombreuses études ultérieures sont revenues sur cet épisode, certaines confirmant les

¹"The Impact of the Mariel Boatlift on the Miami Labor Market", *Industrial and Labor Relations Review* vol. 43, 1990. Disponible sur <https://lc.cx/wjCw>

résultats de Card, d'autres les contestant. George Borjas² a par exemple noté que des natifs ont pu réagir à l'arrivée des réfugiés cubains en quittant Miami. Pour cette raison, il préconise notamment de porter l'analyse au niveau spatial le plus large possible.

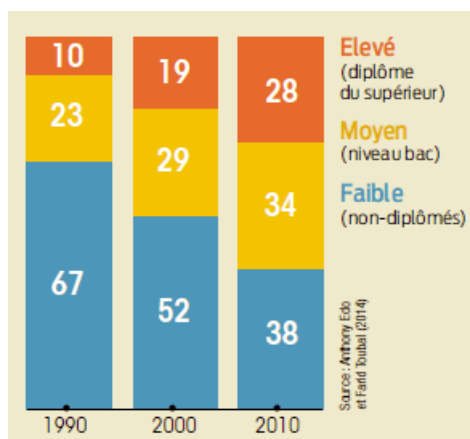


Figure 3: Répartition des immigrés actifs selon leur niveau de qualification, en %

Une telle démarche avait été entreprise par Jennifer Hunt³ : elle avait tenté d'évaluer l'impact sur le marché du travail français du rapatriement d'environ 900 000 pieds-noirs, suite à l'indépendance de l'Algérie en 1962. Elle a mis en évidence un effet négatif, mais limité et temporaire, sur la situation des métropolitains : en 1968, le chômage des non-rapatriés ne s'en est trouvé augmenté que de 0,3 point de pourcentage au maximum, tandis que leurs salaires n'en auraient été réduits que de 1,3% au maximum. Bien sûr, le contexte n'était pas neutre : la France connaissait alors une croissance économique élevée et donc des créations d'emplois nombreuses, qui ont permis au marché du travail d'absorber rapidement les rapatriés.

Les enquêtes empiriques n'ont pas permis, elles non plus, de dégager un consensus, certaines concluant à un impact négatif de l'immigration sur le salaire et l'emploi des autochtones, d'autres à un impact négatif limité, voire positif. C'est parmi ces dernières que s'inscrit celle - récente - de Frédéric Docquier, Çağlar Ozden et Giovanni Peri⁴. Selon eux, l'immigration a eu un effet plutôt positif sur les salaires moyens des travailleurs les moins diplômés dans les pays développés au cours des années 1990. Cela s'explique par le fait que durant cette période, les immigrés ont été en moyenne plus diplômés que les natifs. Or, précisément parce que ce sont les plus qualifiés qui émigrent, Docquier et ses coauteurs estiment que les populations des pays développés devraient s'inquiéter de l'émigration davantage que de l'immigration. L'émigration réduit en effet la demande de travailleurs peu qualifiés : il y a moins d'entrepreneurs et d'ingénieurs qui embauchent des travailleurs manuels dans les usines, moins de ménages qui cherchent du personnel pour l'entretien de leur logement et de leur jardin ou pour d'autres services à la personne, etc.

En fait, plusieurs études suggèrent que la concurrence principale ne se situe pas entre autochtones

² "The Labor Demand Curve is Downward Sloping : Reexamining the Impact of Immigration on the Labor Market", Quarterly Journal of Economics vol. 118, n 4, 2003. Disponible sur <https://lc.cx/wjC5>

³ "The Impact of the 1962 Repatriates from Algeria on the French Labor Market", Industrial and Labor Relations Review vol. 45, 1992.

⁴ "The Labour Market Effects of Immigration and Emigration in OECD Countries", The Economic Journal vol. 124, 2014. Disponible sur <https://lc.cx/wjCT>

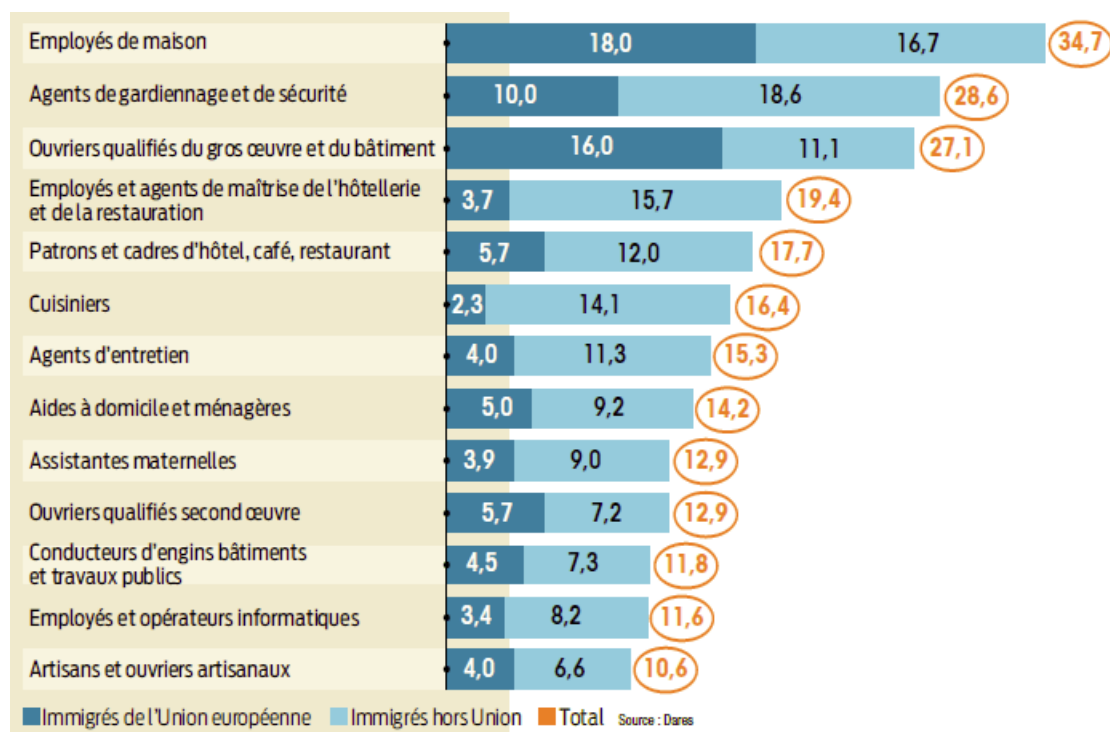


Figure 4: Part des immigrés dans certaines des professions où ils sont le plus sur-représentés, moyenne 2009-2011, en %

et immigrés, mais plutôt entre les immigrés eux-mêmes : ceux issus des vagues d'immigration les plus récentes sont les plus affectés par les nouveaux entrants.

3. La situation en France

En France en 2015, on dénombrait 2,8 millions d'actifs immigrés, soit à peu près 10 % de la population active globale. Parmi eux, 1,8 million seulement sont encore des étrangers, 700 000 provenant de l'Union européenne et 1,1 million des autres régions du monde.

De ses différents travaux à ce sujet, Anthony Edo, économiste du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), a conclu que l'immigration n'a globalement pas affecté les salaires des natifs de même niveau d'éducation et d'expérience professionnelle. Cela s'explique, selon lui, par la rigidité des salaires liée à diverses caractéristiques institutionnelles du marché du travail français, notamment le salaire minimum et la prévalence des contrats à durée indéterminée. Mais en raison de cette même rigidité, l'ajustement à l'immigration est passé par l'emploi. Une hausse de 10 % de la part des immigrés parmi des travailleurs ayant un niveau d'éducation et de formation professionnelle donnerait dégraderait d'environ 3 % le taux d'emploi des natifs ayant des caractéristiques similaires.

Effets pervers

Concernant les rémunérations, Anthony Edo et Farid Toubal⁵ montrent que l'immigration a eu des

⁵ "L'immigration en France, quelles réactions des salaires et de l'emploi ?", Lettre du Cépii n 347, septembre 2014.

effets différenciés sur les natifs en fonction de leur niveau de qualification. En effet, entre 1990 et 2010, la part des très diplômés parmi les immigrés est passée de 10 % à 28 %, tandis que celle des non-diplômés est tombée de 67 % à 39 % (voir graphique). Autrement dit, au cours de cette période, l'immigration a accru le nombre relatif de travailleurs qualifiés en France. Elle a donc contribué à contenir les inégalités salariales en poussant plutôt les salaires des natifs peu qualifiés à la hausse.

Les immigrés restent cependant globalement mal lotis sur le marché du travail. A niveau de qualification égal, les immigrés ont des salaires inférieurs de 2% à 3% à ceux des natifs. Leurs conditions de travail sont plus difficiles : ils travaillent plus souvent le week-end et à des horaires tardifs. Par ailleurs, l'accès aux emplois de la fonction publique, aux professions libérales et à de nombreuses professions indépendantes est restreint, voire interdit, pour les immigrés, ce qui réduit d'autant leur probabilité de trouver un emploi. Enfin, les conditions de leur accès aux minima sociaux sont plus limitatives - par exemple les étrangers hors Union européenne ne peuvent en bénéficier que s'ils disposent d'un titre de séjour depuis plus de cinq ans -, ce qui accroît pour eux le coût du non-emploi.

Cela incite les immigrés à accepter des emplois de moins bonne qualité, notamment ceux que délaissent les natifs, ce qui peut pousser les entreprises à les substituer à ces derniers. Autrement dit, la discrimination que subissent les immigrés face à l'emploi et aux prestations sociales risque de peser, finalement, sur les conditions d'emploi des natifs. Mais si les conditions d'accès des immigrés aux minima sociaux et à l'emploi étaient davantage restreintes encore, comme l'appellent certains de leurs vœux, cela ne pourrait en fait que dégrader davantage encore la situation des natifs.

3 Annexes Exercice 4

Covid : que devient la filière des masques textiles “made in France” poussée par le gouvernement ?

Cédric Mathiot, Libération

Au plus fort de la crise, les entreprises françaises fabriquaient plus de 5 millions de masques réutilisables par jour. Aujourd’hui, on en est loin. La faute à la baisse de la demande et à la concurrence. Les acteurs comptent sur la commande publique pour relancer la production.

Fin mars, alors que la polémique enflait sur la pénurie de masques et l’impréparation des autorités, le gouvernement annonce sa volonté de créer – ou relancer – une filière de masques sanitaires français (les masques chirurgicaux et FFP2). Dans le même temps, le gouvernement annonce aussi la mise en place, à marche rapide, d’une production française de masques textiles, à usage non sanitaire. Le 29 mars est publiée une note d’information définissant un cadre pour la production de ces masques made in France, dits “masques grand public”. L’objectif : des masques homologués, respectant des performances en termes de filtration, et reconnaissables à des logos.

Sous l’impulsion du comité stratégique de la filière mode et luxe (CSF) et en lien avec la Direction générale des entreprises (DGE), un groupement (devenu association) baptisé “Savoir faire ensemble” est créé, avec comme objectif de centraliser les demandes, de mettre en relation les confectionneurs avec les fabricants de matière première. Au plus fort de l’épidémie, le groupement a rassemblé jusqu’à 1 400 entreprises textiles, qui ont produit jusqu’à 5 millions de masques par jour, et ont trouvé pour certaines dans cette activité un moyen opportun de compenser l’effondrement de leur activité lié au Covid. Au total, “entre 150 et 200 millions de masques grand public français ont été fabriqués”, avance Guillaume Gibault, PDG du Slip français et président de “Savoir faire ensemble”.

Et aujourd’hui ? Paradoxalement, alors que le port du masque est aujourd’hui quasi généralisé dans les espaces publics et dans les entreprises, on est très loin du rythme printanier. Le groupement, devenu association, est retombé à environ 500 entreprises dont 10% seulement produisent actuellement, estime Yves Dubief, président de l’Union des industries textiles (UIT) : “*les ateliers ont été mis en sommeil, les CDD recrutés pour les faire tourner n’ont pas été reconduits*”. “*On doit recevoir entre 10 et 20 commandes par jour sur la plateforme, soit 50 000 masques par jour*”, confirme Guillaume Gibault. Même en ajoutant les commandes qu’honorent les entreprises directement (sans passer par la plateforme commune), le total des masques textiles produits par la filière française est aujourd’hui probablement 10 voire 20 fois moins élevé que la capacité théorique de production, qui est de 25 millions de masques par semaine.

Début juin, un stock de 40 millions de masques sur les bras

Premier élément d’explication : tout le monde, désormais, a des masques. “*La population est équipée depuis longtemps, les grandes surfaces ont du stock, et les entreprises et collectivités ont déjà beaucoup commandé, voire surcommandé, explique Yves Dubief. Une entreprise qui estimait son besoin à 100 000 masques, elle en aura reçu 200 000. Mais en raison du télétravail, elle en aura finalement consommé 50 000, deux fois moins que prévu... Une grande banque me disait ces derniers jours qu’ils avaient des masques jusqu’à mai de l’année prochaine.*” Dès le début de l’été, les fabricants de la filière ont été confrontés à une baisse de la demande, se retrouvant avec des millions de masques sur les bras. “*Début juin, explique Guillaume Gibault, on avait estimé à*

40 millions le stock de masques qui posait problème pour la filière, concernant principalement une trentaine d'entreprises. Une mission a été menée pour évaluer, et traiter, ce stock." Pour alléger ces invendus, la secrétaire d'Etat à l'Economie, Agnès Pannier-Runacher (depuis nommée ministre déléguée à l'Industrie), a exhorté les grandes entreprises à acheter français, déplorant sur RTL, le 8 juin : *"C'est quand même incroyable. On a un produit qui est écologique, qui a un rapport qualité-prix imbattable, pour plus d'une dizaine d'utilisations par comparaison avec les masques à usage unique, et néanmoins on n'arrive pas à convertir les grandes entreprises à utiliser ce masque, on préfère le masque chirurgical qui, lui, est importé de Chine."* Yves Dubief estime que le stock, qui est retombé à 20 millions fin juillet, doit être compris entre 14 et 15 millions aujourd'hui. *"Et peut-être même un peu plus. Certains peuvent être tentés de ne pas trop communiquer, vu que c'est jamais bien vu par les banquiers d'avoir trop de stock."*

Effondrement de la demande et explosion de l'offre

A l'effondrement de la demande s'est ajoutée l'explosion de l'offre. Les masques textiles doivent faire face à la concurrence des masques chirurgicaux, y compris made in France (près de 60 millions sont produits chaque semaine sur le territoire) qui sont désormais partout après avoir fait un temps l'objet de pénuries. Sans compter les masques textiles importés d'Asie ou fabriqués, parfois par des entreprises françaises, au Maghreb. Ce suréquipement, doublé de la concurrence, a eu pour effet de faire logiquement baisser les prix des masques en général. Celui des masques chirurgicaux a dégringolé depuis quelques mois, annulant l'argument économique dont pouvait se prévaloir le masque réutilisable. Ne restent plus au tissu made in France que l'argument écologique, celui de la fibre nationale, et l'argument esthétique, sur lequel certains fabricants tentent de jouer, notamment en visant le haut de gamme. Globalement, le tarif des masques en tissu a suivi le mouvement à la baisse, ce qui n'incite pas non plus des entreprises françaises à se remettre à la production. *"Certains ont pu gagner de l'argent au pic de la crise. C'est beaucoup plus dur maintenant. Du coup, si elles en ont la possibilité, les entreprises préfèrent se concentrer sur leurs marchés habituels. Et puis à terme, nul n'ignore que dès qu'un vaccin est trouvé, le marché du masque, c'est fini",* explique un acteur.

La généralisation du port du masque en entreprises, début septembre, n'a pas offert de réel débouché. Parce que les entreprises ont du stock, mais aussi parce que quand ce n'est pas le cas, elles se tournent plus volontiers vers le masque chirurgical, en dépit du volontarisme affiché du gouvernement. Le protocole sanitaire recommande explicitement le masque en tissu pour la majorité des salariés, réservant le masque chirurgical pour les personnes à risque ou le personnel médical. Problème : comme CheckNews l'écrivait, si l'employeur – tenu de fournir les masques aux salariés opte pour le réutilisable, la charge du nettoyage lui incombera. *"Ça laisse deux possibilités, dit Yves Dubief : collecter les masques chaque jour, les nettoyer, et les redistribuer le lendemain, ce qui veut dire que vous pouvez vous retrouver avec le masque d'un collègue, ce qui ne plaît pas à tout le monde... Ou alors laisser le nettoyage à la charge de chaque salarié, ce qui implique de l'indemniser du coup du lavage. Ce qui ne revient pas cher, quelques euros en passant par un forfait, mais ce qui est compliqué à mettre en œuvre."*

La commande publique, planche de salut ?

Reste la commande publique. En l'absence de production nationale, l'Etat et les régions avaient commencé par se fournir en Asie au début de la crise, essentiellement en masques jetables, mais aussi en masques textiles, qu'on retrouve encore parfois dans les stocks publics. L'Etat a ainsi livré en juillet en Mayenne 650 000 masques en tissus... made in Vietnam. Un déstockage de masques commandés au début de la crise, mais qui a fait jaser. Dans les Yvelines, les 160 000

masques textiles livrés à la rentrée aux collégiens viennent d’Afrique du Nord : “*On a puisé dans le stock qu’on avait constitué pendant le confinement, à un moment où il était impossible de trouver des masques français*”, se justifie la communication du département. Même provenance pour les masques des collégiens de Creuse, mais pour des raisons différentes : “*Pour les masques tissus, on s’est d’abord fournis auprès de fournisseurs produisant dans le département ou en en Savoie, mais on a opté dernièrement, pour des raisons de prix, pour une entreprise française qui produit au Maghreb*”, explique-t-on au conseil départemental.

Mais ces cas semblent toutefois des exceptions. La commande publique s’est largement orientée ces derniers mois vers de la production française, au moins concernant les masques tissu. Nombreux départements et régions ont ainsi fait savoir par exemple qu’elles avaient fait appel à des entreprises tricolores pour fournir des masques aux collégiens et lycéens. C’est le cas du conseil départemental de Saône-et-Loire, qui a commandé 100 000 masques auprès de l’usine de Dim à Autun, dans le département. L’Allier, les Hautes-Alpes et l’Ain se sont aussi fournis dans la même entreprise. Le département de l’Oise s’est fourni auprès du groupe Kindy. En Corrèze aussi, les masques textiles ont été commandés essentiellement auprès de producteurs du département ou français. Au niveau régional, Jean Rottner, président de la région Grand Est, a annoncé la distribution de deux masques par élève, produits localement près de Troyes, dans le Haut-Rhin ou dans les Vosges. La région Hauts-de-France s’est fournie en masques jetables (33 millions de masques commandés) auprès de producteurs asiatiques, mais a fait dans le local pour les 9 millions de masques textiles. Idem en Paca ou en Auvergne-Rhône-Alpes, comme en Occitanie, où les 7 millions de masques tissu que s’est procurés depuis le début de l’épidémie la région sont tous de provenance locale.

Mais un relais de croissance plus substantiel pourrait venir d’une commande massive de l’Etat, que les acteurs de la filière appellent de leurs vœux. Yves Dubief : “*L’activité de la filière peut se poursuivre un peu dans le temps s’il y a une commande publique qui s’étale sur une douzaine de mois, avec constitution d’un stock stratégique.*” Comme il en existe pour les masques sanitaires. Contacté par CheckNews, le ministère confirme que des “*réflexions sont en cours*” sur le sujet. Sans être capable de donner des précisions sur le volume, la date, ni les contours de ce marché public. L’enjeu sera aussi de faire profiter les industriels français en respectant les règles de la concurrence. “*Il faudra que ce soit une commande stratégique*”, dit-on à Bercy. Comprendre : se débrouiller, en jouant par exemple sur les clauses environnementales, pour que la commande profite aux entreprises tricolores. Le tout, insistent les acteurs de la filière France, à un prix qui permette aux industriels de s’y retrouver.